

# Rupture ou équilibre: les options de la *Realpolitik* française face à l'Autriche-Hongrie lors de la Première Guerre mondiale

Dany Deschênes

Volume 30, Number 3, 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/704055ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/704055ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Deschênes, D. (1999). Rupture ou équilibre: les options de la *Realpolitik* française face à l'Autriche-Hongrie lors de la Première Guerre mondiale. *Études internationales*, 30(3), 521–545. <https://doi.org/10.7202/704055ar>

Article abstract

At the end of the First World War, Austria-Hungary has stopped existing. France developed two possible politics facing Austria-Hungary : either its disappearance or its keeping up under a new form. As mentioned in the two Quai d'Orsay memorandums, November 1917 and March 1918, France seems to be favourable to Roland revival and Czecho-Slovakia creation. France also relies on a « Great Romania » formation to create an anti-germanic barrier. Other factors mil also influence French politics : mainly the entry of the United States into war and the Czernin declaration consequences. However, the Armand/Revertera discussions analysis gives prominence to another possible politics : the upholding of the Austria-Hungary counterbalance to Germany. France will even try, by diplomatic manoeuvres at the end of war, to save the Danubian Monarchy through the intervention of Berne's new French ambassador, Paul Dutasta.

# Rupture ou équilibre : les options de la *Realpolitik* française face à l'Autriche-Hongrie lors de la Première Guerre mondiale

Dany DESCHÈNES\*

L'Autriche-Hongrie est à la mode. Comme tout ce qui n'est plus et que la rigueur du temps présent rend à tout jamais désirable.  
Stéphane Pierré-Caps<sup>1</sup>

**RÉSUMÉ :** À la fin de la Première Guerre mondiale, l'Autriche-Hongrie cesse d'exister. La France développe deux politiques possibles face à l'Autriche-Hongrie : celle de sa disparition ou celle de son maintien sous une forme rénovée. À la lecture des deux mémorandums du Quai d'Orsay de novembre 1917 et de mars 1918, la France semble favorable à la renaissance de la Pologne et à la création de la Tchéco-Slovaquie. Elle mise aussi sur la formation d'une « Grande Roumanie » pour former une barrière anti-germanique. D'autres facteurs vont aussi influencer la politique française, principalement l'entrée en guerre des États-Unis et les conséquences de la déclaration Czernin. Cependant, l'analyse des discussions Armand/Revertera met en évidence une autre politique possible : celle du maintien de l'Autriche-Hongrie comme contrepoids à l'Allemagne. La France va même tenter, par des manœuvres diplomatiques à la fin de la guerre, de sauver la monarchie danubienne par l'entremise du nouvel ambassadeur français à Berne, Paul Dutasta.

**ABSTRACT :** At the end of the First World War, Austria-Hungary has stopped existing. France developed two possible politics facing Austria-Hungary : either its disappearance or its keeping up under a new form. As mentioned in the two Quai d'Orsay memorandums, November 1917 and March 1918, France seems to be favourable to Poland revival and Czecho-Slovakia creation. France also relies on a « Great Romania » formation to create an anti-germanic barrier. Other factors will also influence French politics : mainly the entry of the United States into war and the Czernin declaration consequences. However, the Armand/Revertera discussions analysis gives prominence to another possible politics : the upholding of the Austria-Hungary counterbalance to Germany. France will even try, by diplomatic manœuvres at the end of war, to save the Danubian Monarchy through the intervention of Berne's new French ambassador, Paul Dutasta.

\* L'auteur est candidat au doctorat au Département de science politique de l'Université Laval. Il tient à remercier les professeurs Paul Pilisi, du Département des sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi et Jean-Pierre Derriennic, du Département de science politique de l'Université Laval, pour les judicieux conseils dans une première version de cet article. Il souhaite également remercier le Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR) pour son aide financière dans le cadre de son programme de bourse de doctorat.

1. Stéphane PIERRÉ-CAPS, *La multination : l'avenir des minorités en Europe centrale et orientale*, Paris, Éditions Odile Jacob, « Sciences humaines », 1995, p. 230.

La disparition du Bloc de l'Est, l'éclatement de la Tchécoslovaquie et les événements tragiques dans l'ancienne Yougoslavie réactualisent le débat sur la pertinence du découpage territorial défini par les traités de paix de 1919-1920, mettant fin à la Première Guerre mondiale. Davantage, ce questionnement pose l'inévitable problématique de la disparition de l'Autriche-Hongrie comme cadre de vie des peuples de la région danubienne à travers deux thèses supposées contradictoires : celle de la dissolution ou celle de la destruction<sup>2</sup>.

En effet, la période trouble de l'entre-deux-guerres et la mainmise des impérialismes de l'Allemagne hitlérienne et de l'Union soviétique sur l'Europe danubienne, vont mettre en lumière une série de problèmes découlant de la disparition de la Monarchie austro-hongroise, à savoir, la non résolution de la question des nationalités, la désarticulation d'un espace économique viable et les questions de sécurité face à ces deux puissants voisins. Il n'est pas surprenant que lors de la Seconde Guerre mondiale, le Foreign Office britannique et le Département d'État américain, comme le précise Robert H. Keyserling, arrivèrent à la conclusion que la disparition de l'Empire des Habsbourg avait été une erreur. En ce sens, ils proposèrent des structures politiques inspirées de l'ancienne Autriche-Hongrie comme solution aux difficultés de la région<sup>3</sup>.

Dans cette perspective, l'après-guerre marque le début d'un regard nouveau sur l'ancienne monarchie habsbourgeoise. Un processus de réévaluation remet en question les idées et l'image véhiculées sur l'Empire des Habsbourg qui cesse peu à peu d'être l'illustration caricaturale d'une « prison des peuples » pour devenir une expérience multinationale relativement plus positive<sup>4</sup>.

Par ailleurs, il est généralement admis que, lors de la Première Guerre mondiale, la France a joué un rôle déterminant, plus que le Royaume-Uni ou les États-Unis, dans la disparition de l'Autriche-Hongrie et en faveur de la nouvelle configuration de l'espace danubien et balkanique basée sur le principe des nationalités<sup>5</sup>. Si les responsabilités de la France dans les nouveaux

2. L'idée centrale défendue par la thèse de la dissolution met l'accent sur le poids des facteurs internes, tandis que la thèse de la destruction place en avant-scène les décisions de l'Entente et des puissances associées, c'est-à-dire les facteurs externes. La thèse de la dissolution est défendue par Bernard MICHEL, *La chute de l'Empire austro-hongrois. 1916-1918*, Paris, Robert Laffont, 1991 et celle de la destruction par François FEJTO, *Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, Paris, Lieu Commun, 1988.

3. Robert H. KEYSERLING, « Austro-Hungary's Revival during World War II: Anglo-American Planning for the Danubian Region », *Études danubiennes*, vol. III, n° 1, 1987, pp. 54-64.

4. Outre les problèmes de l'entre-deux-guerres et le choc du deuxième conflit mondial, un troisième aspect explique la réévaluation de l'Autriche-Hongrie : c'est la construction européenne. Voir Jerzy LUKASZEWSKI, « L'historiographie de l'Autriche-Hongrie : terrain de controverse européenne », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome xv, juillet-septembre, 1968, pp. 471-501.

5. Jean BÉRENGER, *Histoire de l'Empire des Habsbourg 1273-1918*, Paris, Fayard, 1990 et François FEJTO, *Requiem...*, *op. cit.*

contours de cet espace sont importantes<sup>6</sup>, il n'en demeure pas moins que cette thèse est à maints égards excessive<sup>7</sup>.

À partir du processus de réévaluation de l'Autriche-Hongrie et des nouveaux travaux sur la Grande Guerre et les traités de paix de 1919-1920, il apparaît opportun de faire ressortir les éléments qui expliquent la politique française adoptée à l'égard de l'Autriche-Hongrie lors de la guerre de 1914-1918. Jusqu'à présent, le portrait semblait unidimensionnel : l'appui aux nationalités. Pourtant, il existait une alternative dans la politique française favorable aux nationalités : celle d'une Autriche-Hongrie détachée de la Duplice de 1879 et rénovée dans ses structures politiques. La disparition ou le maintien de l'Autriche-Hongrie seront les options de la *realpolitik* française jusqu'à la fin du conflit<sup>8</sup>.

### **I – La question des nationalités et la formation de nouveaux États : rupture...**

La question des nationalités lors de la Première Guerre mondiale est un sujet complexe. Toutefois, deux aspects particuliers se révèlent intéressants dans le cadre de cette étude. Le premier concerne l'impact politique de cette question sur l'existence de l'Autriche-Hongrie. Le second touche le cheminement graduel qui amène la recomposition de l'espace danubien. Ceci, bien évidemment, dans la perspective et en fonction de la politique française développée<sup>9</sup> durant ce conflit.

La question des nationalités devient, lors du conflit, un moyen par lequel un groupe national cherche à se libérer d'une ou des autorités étrangères, ou considérées comme telles, qui le gouvernent, en collaboration et en fonction de la volonté et des intérêts des grandes puissances<sup>10</sup> pour former un nouveau cadre étatique. Je regroupe ces possibilités en trois idéaux-types :

- 
6. Par exemple, Paul PILISI, « La France et le bassin des Carpathes après la Première Guerre mondiale », *Hungarian Studies Review*, vol. XXII, n° 2, 1995, pp. 91-110 ; Taline TER MINASSIAN, « Les géographes français et les frontières balkaniques à la conférence de la Paix en 1919 », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 44-2 avril-juin, 1997, pp. 252-286.
  7. Il existe une importante littérature sur la politique américaine et britannique face à l'Autriche-Hongrie lors de la Première Guerre mondiale. À titre indicatif, on pourra consulter, pour la politique américaine, le classique Victor S. MAMATEY, *The United States and East Central Europe, 1914-1918 : A Study in Wilsonian Diplomacy and Propaganda*, Princeton, Princeton University Press, 1957 ; pour la politique britannique soulignons les ouvrages de Kenneth J. CALDER, *Britain and the Origins of the New Europe, 1914-1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976 et Wilfried FEST, *Peace or Partition. The Habsburg Monarchy and British Policy, 1914-1918*, New York, St. Martin's Press, 1978, et enfin, dans une perspective plus générale, David STEVENSON, *The First World War and International Politics*, Oxford, Oxford University Press, 1988.
  8. Dans une large mesure, cette option sera aussi celle de la Grande-Bretagne. À ce propos, Wilfried FEST, *Peace or Partition...*, *op. cit.*
  9. Politique qui est d'affaiblir l'Empire allemand de Guillaume II.
  10. Refus des puissances victorieuses de l'Anschluss de l'Autriche allemande avec l'Allemagne en 1918.

- créer ou recréer son propre État-nation (exemple, les pays Baltes, la Pologne) ;
- fonder un nouveau cadre national avec d'autres nations (exemple la Tchéco-Slovaquie) ;
- s'annexer à un État-nation déjà existant (exemple la Transylvanie avec la Roumanie).

La conjoncture créée par la Grande Guerre rend vulnérable les empires multinationaux telle la Russie mais plus encore l'Autriche-Hongrie. En effet, ce qui différencie fondamentalement l'Empire des Habsbourg, c'est qu'il n'y a aucun peuple majoritaire<sup>11</sup>. Le pluralisme national est une caractéristique propre de la monarchie danubienne habsbourgeoise. À ce propos, son caractère multinational avait été traditionnellement perçu comme un facteur de force. L'avancée de l'idéal de l'État-nation, pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, altère cette perception : il devient un facteur de faiblesse. L'Autriche-Hongrie, en 1914, est composée de treize nationalités<sup>12</sup>. Contrairement à une idée fortement enracinée, ce n'est pas la France qui va employer, dans un premier temps, la question des nationalités pour atteindre l'adversaire mais bien l'Allemagne<sup>13</sup>.

Suite à l'échec du plan Schlieffen, les principaux dirigeants de l'Allemagne, comme le nouveau chef d'état-major Erich von Falkenhayn et le chancelier Theobald von Bethmann-Hollweg, souhaitent la conclusion d'une paix séparée à l'Est. Entre novembre 1914 et août 1915, le Tsar Nicolas II refusera trois différentes propositions pour commencer des discussions en vue d'une paix séparée<sup>14</sup>. Les refus successifs de Nicolas II et les victoires d'août 1915 feront que le gouvernement de Berlin prendra acte de l'impossibilité de conclure une paix séparée sur le front de l'Est avec la Russie. Il se tournera résolument vers les nationalités de l'Empire des Tsars.

Les grandes étapes de cette politique sont : le 5 novembre 1916, la publication du Manifeste des deux empereurs en vue de la création d'un État polonais ; pendant l'été 1917, le début de la formation d'États baltes et le 9 février 1918, après que la délégation ukrainienne s'est séparée de la délégation

11. À ce propos voir Jean BÉRENGER, « L'empire austro-hongrois », dans Jean TULARD (dir.), *Les empires occidentaux. De Rome à Berlin*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997, pp. 338-344 ; Jean-Paul BLEU, « La monarchie des Habsbourg et le pluralisme national (1850-1914) », *L'Information Historique*, n° 58, 1996, pp. 15-20. Pour un portrait par nationalité voir *Études danubiennes*, « Les nationalités dans la monarchie des Habsbourg 1850-1914 », vol. XII, n° 1, 1996, pp. 2-196.

12. J'inclus ici les Juifs et les Roms (tsiganes) même s'ils ne sont pas directement concernés par la question de la formation d'un espace territorial national en Europe danubienne et balkanique lors de la guerre.

13. Georges-Henri SOUTOU, « Les grandes puissances et la question des nationalités en Europe centrale et orientale pendant et après la Première Guerre mondiale : actualité du passé ? », *Politique étrangère*, n° 3, 1993, pp. 697-711.

14. Fritz FISCHER, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918*, Paris, Éditions Trévisse, 1970, pp. 194-212.

russe (dirigée par Trotsky), la conclusion d'un traité de paix séparée avec l'Ukraine<sup>15</sup>.

En France, ce sont des intellectuels, principalement Louis Léger, Ernest Denis et Louis Eisenmann<sup>16</sup>, qui offrent en premier leur appui aux nationalités de l'Autriche-Hongrie. Lors du conflit, ceux-ci vont prendre clairement position en faveur de la « libération » des Slaves d'Autriche-Hongrie et de la disparition de la monarchie dualiste. À ce titre, Ernest Denis et Louis Léger vont publier en 1915 et 1917 des ouvrages<sup>17</sup> qui, *grosso modo*, suggèrent la reconstruction de cette partie du continent européen sur le principe des nationalités, avec quelques exceptions visant à assurer une viabilité économique et stratégique aux nouveaux États proposés. Pour eux, l'Autriche-Hongrie est un outil du pangermanisme et, surtout, elle a failli à sa vocation historique. Grâce à l'influence de ces universitaires slavophiles<sup>18</sup>, les Tchèques, Masaryk et Benès, avec l'aide du Slovaque Stefanik, propulsent l'idée de la formation de nouveaux États<sup>19</sup>.

Dès octobre 1914, Masaryk présente son programme « maximum » au britannique Seton-Watson<sup>20</sup>. Ce programme visait « [l']indépendance complète de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie, auxquelles il joignait les territoires slovaques de la Hongrie pour former un royaume sous un prince

- 
15. Sébastien de GASQUET, « La France et les mouvements nationaux ukrainiens (1917-1919) », dans Georges-Henri SOUTOU (dir.), *Recherche sur la France et le problème des Nationalités pendant la Première Guerre mondiale*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, « Mondes contemporains », 1995, pp. 107-219.
  16. Sur le rôle de ces intellectuels dans la perception de l'Autriche-Hongrie en France, voir Jacques DROZ, « Les historiens français face à la Double Monarchie », *Austriaca spécial colloque*, juin, 1986, pp. 63-70 et Jean CHARUE, « Les slavistes français et l'Autriche-Hongrie de 1867 à 1918 », *Études danubiennes*, vol VI, n° 2, 1990, pp. 125-137.
  17. Ernest DENIS, *La Guerre. Causes immédiates et lointaines, L'intoxication d'un peuple. Le traité*, Paris, Delagrave, 1915 ; *La Grande Serbie*, Paris, Delagrave, 1915 ; *La question d'Autriche. Les Slovaques*, Paris, Delagrave, 1917 ; Louis LÉGER, *La liquidation de l'Autriche-Hongrie*, Paris, Félix Alcan, 1915 ; *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris, Flammarion, 1917.
  18. Cependant, nous devons remarquer que cette influence et les propositions soutenues par ces intellectuels ne reflètent pas nécessairement la politique française adoptée à l'égard de l'Europe danubienne et balkanique pendant la durée du conflit, et ce, malgré la similitude des propositions avec la situation après les traités de paix de 1919-1920. Le cas de la formation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en est un bon exemple. Voir Jacques BARIETY, « La France et la naissance du « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes » : 1914-1919 », *Revue d'Europe centrale*, tome II, n° 1, 1994, pp. 1-12.
  19. Sur toute la question touchant l'influence du Comité tchèque, de sa naissance, de ses principaux protagonistes, de ses relations avec la France, voir *Guerres mondiales et conflits contemporains*, « Dossier : Les relations entre Français, Tchèques et Slovaques de 1914 à 1918 », n° 169, janvier 1993, pp. 5-74.
  20. Robert William Seton-Watson et le journaliste du *The Times* Henry Wickham Steed vont jouer le même rôle que Denis, Léger et Eisenmann au Royaume-Uni. Pour une perspective plus large sur les intellectuels britanniques face à l'Autriche-Hongrie, voir Kenneth J. CALDER, *Britain...*, *op. cit.* et Wilfried FEST, *Peace or Partition...*, *op. cit.* De plus, sur le séjour de Masaryk en Grande-Bretagne, voir Robert William SETON-WATSON, *Masaryk in England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1943.

belge ou danois et non russe. Il envisageait également la destruction de l'Allemagne, afin que les 3 ou 4 millions d'Allemands de Bohême, auxquels on assurerait des droits de minorités, ne regardent pas vers elle<sup>21</sup> ». C'est aussi Masaryk qui est à l'origine de l'idée selon laquelle, il faut remplacer la Monarchie austro-hongroise en Europe danubienne. À sa place, la région doit être reconstruite en fonction d'un « cordon sanitaire » de petits États autour de l'Allemagne.

Dans un premier temps, ces idées de Masaryk seront communiquées au Foreign Office britannique par l'entremise de Seton-Watson par les mémorandums « *The Future of Bohemia*<sup>22</sup> », du 5 novembre 1914, et par le célèbre « *Independent Bohemia* » d'avril 1915<sup>23</sup>. De plus, en février 1916, il adresse un autre mémorandum, cette fois au gouvernement français, intitulé « *Europe centrale pangermanique ou Bohême indépendante ?* », où il systématise l'idée qu'il n'y a que deux possibilités d'avenir pour cette région : 1 – une Europe centrale germanique ; 2 – une Europe centrale réorganisée sur le principe de l'État-nation<sup>24</sup>. Masaryk proposait la renaissance d'un État polonais et la formation de deux nouveaux États<sup>25</sup> : la Tchéco-Slovaquie<sup>26</sup> et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes<sup>27</sup>.

Cependant, les autorités de l'Entente et des puissances associées hésitent longuement à reconnaître les Comités nationaux : c'est-à-dire des regroupements de personnes de l'émigration d'une ou des nations d'Autriche-Hongrie qui cherchent à obtenir auprès d'eux le règlement du problème des nationalités

21. Georges CASTELLAN, *Histoire des peuples d'Europe centrale*, Paris, Fayard, 1994, p. 326 et Robert William SETON-WATSON, *Masaryk...*, *op. cit.*, pp. 40-46.

22. Ce mémorandum soumis par Seton-Watson reprenait les grandes lignes des conversations d'octobre 1914 avec Masaryk ; voir à ce propos Robert William SETON-WATSON, *Masaryk...*, *op. cit.*, pp. 43-46, Kenneth J. CALDER, *Britain...*, *op. cit.*, pp. 27-28 et 81 et Wilfried FEST, *Peace or Partition...*, *op. cit.*, pp. 37-44.

23. Ce dernier, remis par Seton-Watson au Foreign Office le 1<sup>er</sup> mai 1915, était un essai préparé par Masaryk pour aider les autorités britanniques à mieux comprendre la question de la Bohême et les avantages de son indépendance. C'est dans ce document que Masaryk présente une définition claire du nouvel État. Sur ce mémorandum, on consultera Robert William SETON-WATSON, *Masaryk...*, *op. cit.*, pp. 116-134, Kenneth J. CALDER, *Britain...*, *op. cit.*, p. 81 et Wilfried FEST, *Peace or Partition...*, *op. cit.*, p. 38.

24. Karel PICHLIK, « L'activité anti-autrichienne des Tchèques », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, tome XVI, janvier-mars, 1969, p. 92.

25. *Ibid.*, p. 89 et suivantes ; François FEJTÖ, *Requiem...*, *op. cit.*, p. 355 et Jean BÉRENGER, *Histoire...*, *op. cit.*, p. 736.

26. Jusqu'à l'adoption de la constitution du 29 février 1920, l'orthographe du nouvel État s'écrivait ainsi. Voir Antoine MARES, *Histoire des Pays tchèques et slovaques*, Paris, Hatier, « Nations d'Europe », 1995, p. 265.

27. Le 6 janvier 1929, le roi Alexandre 1<sup>er</sup> dissout le parlement et abolit la constitution de 1920. Le régime parlementaire fait place à une dictature. Le 3 octobre 1929, le Royaume change de dénomination et devient le Royaume de Yougoslavie.

dans un sens favorable à leurs propositions. Nous savons que le président américain Wilson était peu sympathique aux Comités nationaux<sup>28</sup>. Sa politique « consistait à proclamer le droit à l'autonomie des nations sujettes de l'empire, lesquelles, cependant, entreraient dans une union fédérale placée sous l'autorité des Habsbourg<sup>29</sup> ». Malgré tout, le règlement de la question des nationalités, véhiculé par ces comités, va devenir l'option qui prévaudra à la fin de la guerre.

Il est important de bien saisir que si le problème des nationalités trouve des échos favorables, particulièrement en France et en Grande-Bretagne, c'est dans l'optique d'affaiblir l'Allemagne en frappant son alliée qu'est l'Autriche-Hongrie. C'est ce qui dicte la politique adoptée face à l'Autriche-Hongrie par ces deux puissances. Cette tendance lourde sera toujours influencée par les questions stratégiques et militaires sur le terrain. Par ricochet, elle pèsera sur le type de compromis envisageable avec l'Autriche-Hongrie<sup>30</sup>. Dès que la perspective d'imposer la paix par la victoire à l'Allemagne se dessinait, la possibilité d'une entente avec l'Autriche-Hongrie s'amenuisait. Elle ne devint jamais une nécessité.

De cette manière, ceux qui sont favorables à l'éclatement de l'Empire austro-hongrois vont employer la conjoncture favorable créée par la guerre et la victoire de l'Entente et des puissances associées. Cette nouvelle configuration géopolitique en Europe danubienne et balkanique correspondra aux intérêts des grandes puissances victorieuses, plus particulièrement de la France.

La France est bien disposée à l'égard de la question tchèque, grâce au courant slavophile déjà mentionné<sup>31</sup>. De plus le Conseil national des Pays tchèques (CNPT), basé à Paris, offre une alternative crédible aux propositions et au développement des Pays tchèques à l'intérieur de la Monarchie danubienne, en plus de proposer la recomposition de l'espace danubien et balkanique contre le germanisme, et suivant la Révolution d'Octobre 1917 en Russie,

28. Wilson était favorable à la question polonaise comme le montre le 13<sup>e</sup> point de sa déclaration du 8 janvier 1918 en vue de la reconstitution d'un État polonais. Par contre, il avait refusé de rencontrer le Slovaque Stefanik en août 1917 pour discuter de la reconnaissance du Comité des pays tchèques et de reconnaître le Comité yougoslave.

29. François FEJTO, *Requiem...*, *op. cit.*, p. 290.

30. Particulièrement en 1917. Voir David STEVENSON, « The Failure of Peace by Negotiation in 1917 », *The Historical Journal*, vol. 34, n° 1, 1991, pp. 65-86; David FRENCH, « Tous ces vagues discours ne nous mènent à rien. La politique britannique et la paix avec l'Autriche-Hongrie 1916-1918 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 170, 1993, pp. 119-130; Kenneth J. CALDER, *Britain...*, *op. cit.*, pp. 108-144 et Wilfried FEST, *Peace or Partition...*, *op. cit.*, pp. 54-55.

31. Par exemple, la France favorise, grâce au décret signé le 16 décembre 1917 par Poincaré (président de la République), la création d'une armée tchéco-slovaque. Cette armée est surtout concentrée en Russie suite à la formation de Légions tchéco-slovaques. Le décret reconnaît cette armée et la place sous le contrôle du Conseil national des Pays tchèques de Paris. Voir sur cette question *Guerres mondiales et conflits contemporains*, « Dossier : Les relations... », *op. cit.*

contre le bolchevisme<sup>32</sup>. Par ailleurs, le travail des Masaryk, Stefanik et surtout de Benès<sup>33</sup>, permet de dépasser les circonspections des Américains, des Britanniques et des Italiens.

Ici, la fameuse déclaration de Czernin du 2 avril 1918 est importante : c'est l'événement qui, selon plusieurs auteurs<sup>34</sup>, « aura sans doute scellé le sort de la monarchie<sup>35</sup> ». Au début de 1918, le ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, le comte Ottokar Czernin, fait un discours devant le conseil de ville de Vienne. À cette époque, la fortune des armes favorisait les Empires centraux. Le 9 décembre 1917, la Roumanie avait signé l'armistice ; le 3 mars 1918, la paix était conclue sur le front de l'Est à Brest-Litovsk et Ludendorff lançait une offensive victorieuse sur le front de l'Ouest. Le 21 mars, elle enfonçait les lignes anglaises et, le 23 mars, elle permettait de bombarder Paris.

Donc, sûr de la supériorité des Empires centraux en ce début de 1918, Czernin déclara le 2 avril 1918 que Clemenceau avait fait une offre de négociation à l'Autriche-Hongrie. Cet épisode est aussi connu sous les noms d'affaire Sixte de Bourbon-Parme<sup>36</sup> ou d'affaire Czernin/Clemenceau. Même si cette déclaration concernait les discussions Armand-Revertera<sup>37</sup>, elle piqua au vif Clemenceau. « Une guerre de communiqués se déchaîna entre Paris et Vienne<sup>38</sup> » qui se termina par la publication de la première lettre de Charles 1<sup>er</sup> du 24 mars 1917. Dans cette lettre, Charles affirmait : « j'appuierai, par tous les moyens et en usant de toute mon influence personnelle, auprès de mes alliés, les justes revendications françaises, relatives à l'Alsace-Lorraine<sup>39</sup> ».

Cette publication eut quatre répercussions majeures :

1. Czernin tenta d'écarter Charles 1<sup>er</sup> du pouvoir. Mais, l'intervention de son épouse, l'impératrice Zita, rétablit la situation et Czernin fut remplacé

32. Sur la question de la naissance de la Tchéco-Slovaquie et des deux principales tendances, voir Antoine MARÈS, « L'historiographie de la naissance de la Tchécoslovaquie », dans Georges CASTELLAN (dir.), *Les nationalités de l'Autriche-Hongrie et la paix de 1918-1919*, Paris, Institut autrichien de Paris, 1990, pp. 52-74.

33. Sur l'importance de Benès, voir Frantisek KOLAR, « Edouard Benès et le Conseil national tchécoslovaque de la rue Bonaparte », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 169, 1993, pp. 10-17 et François FEJTÓ, *Requiem...*, *op. cit.*, pp. 350-365.

34. Leo VALIANI, *The End of Austria-Hungary*, London, Secker & Warburg, 1973 ; Wilfried FEST, *Peace or Partition...*, *op. cit.* ; David STEVENSON, *The First World War...*, *op. cit.* ; François FEJTÓ, *Requiem...*, *op. cit.* et Jean BÉRENGER, *Histoire de l'Empire...*, *op. cit.*

35. François FEJTÓ, *Requiem...*, *op. cit.*, p. 282.

36. C'est la tentative de paix la plus connue de Charles 1<sup>er</sup> pour sortir l'Autriche-Hongrie de la guerre. Sur cette négociation, voir : Sixte de BOURBON-PARME, *L'offre de paix séparée de l'Autriche*, Paris, Plon, 1920 ; Wolfdieter BIHL, « La mission de médiation des princes Sixte et Xavier de Bourbon-Parme en faveur de la paix », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 170, 1993, pp. 31-76 et François FEJTÓ, *Requiem...*, *op. cit.*

37. Wolfdieter BIHL, « La mission... », *op. cit.*, p. 60. Les discussions Armand-Revertera sont abordées au point 2 du présent article.

38. Gordon BROOK-SHEPHERD, *Le dernier Habsbourg*, Paris, Flammarion, 1971, p. 214.

39. Sixte de BOURBON-PARME, *L'offre...*, *op. cit.*, p. 97.

comme ministre des Affaires étrangères par l'ancien titulaire de ce poste, le baron Istvan Burian<sup>40</sup>.

2. Elle fit avorter toutes les tentatives de Charles 1<sup>er</sup> en vue de négocier une paix séparée et le discrédita aux yeux de l'Entente et des États-Unis.
3. Les Allemands demandèrent des assurances à leur allié. Le 12 mai 1918, c'est la rencontre de Spa en Belgique. Charles 1<sup>er</sup>, sous la pression des partis pro-allemands de Vienne et de Budapest, signa un document qui *souhaitait* la conclusion d'un traité visant à la satellisation de l'Autriche-Hongrie (création d'un espace économique et conclusion d'un pacte militaire). Ceci eut pour conséquence d'accréditer la thèse que l'Empire des Habsbourg devenait une seconde Bavière. Ainsi, Benès, grâce à l'affaire Sixte de Bourbon-Parme et à la rencontre de Spa, démontre l'impossibilité d'une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie « et de sa transformation en une fédération de peuples libérés. Finalement, tout cela ouvrit l'espace aux mouvements de libération des peuples en Europe centrale<sup>41</sup> ».
4. La divulgation de la lettre de l'Empereur-Roi et la rencontre de Spa amenèrent le président Wilson à changer d'opinion. Elles permirent la reconnaissance des Comités nationaux par les États-Unis d'Amérique, vers la fin de la guerre, particulièrement du CNPT.

Cependant, en ce qui concerne ce dernier point, il faut y ajouter les traités de Brest-Litvosk<sup>42</sup> et de Bucarest<sup>43</sup> qui modifièrent, eux aussi, la perception de Wilson en faveur des nationalités<sup>44</sup>. En effet, le démembrement de l'Autriche-Hongrie n'est pas dans les plans du président américain, comme le fait remarquer ce télégramme de Jusserand, ambassadeur de France à Washington, reçu le 1<sup>er</sup> janvier 1918 à Paris : « le Président incline vers le maintien d'une Autriche qui, dans sa pensée, pourrait être anti-allemande. Mais tout ce qui est tchèque, slovaque, yougoslave, etc. il se refuse absolument à envisager une telle hypothèse<sup>45</sup> ».

À ce propos, il convient de mettre en perspective l'attitude générale de Wilson face à l'Autriche-Hongrie lors du conflit. Tout d'abord, cette attitude est ambiguë sinon contradictoire. Par exemple, dans un message adressé à la Ligue pour la Paix, à Washington, il met en avant-scène l'idée qu'une paix équitable doit reposer sur le fait que « every people has a right to choose the

40. En effet, à son arrivée au pouvoir, Charles avait remplacé Burian par Czernin.

41. Frantisek KOLAR, « Edouard Benès... », *op. cit.*, p. 14. Sur cet aspect voir aussi David STEVENSON, *The First World War...*, *op. cit.*, p. 217.

42. Le 9 février 1918 avec l'Ukraine et le 3 mars 1918 avec la Russie soviétique.

43. Le 7 mai 1918 avec la Roumanie.

44. Antoine MARÈS, « L'historiographie... », *op. cit.* et Georges-Henri SOUTOU, « Les grandes puissances... », *op. cit.*

45. Louis-Pierre LAROCHE, « L'affaire Dutasta : les dernières conversations diplomatiques pour sauver l'empire des Habsbourg », *Revue d'Histoire Diplomatique*, n° 1, 1995, p. 54.

sovereignty under which they shall live<sup>46</sup> ». Malgré cela, il semble ignorer ou réticent, comme le souligne Mamatey, à la conséquence ultime de ses positions sur les empires multinationaux, particulièrement face à l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire leur éclatement.

En effet, dans sa réponse à la proposition de paix faite par le Pape Benoît xv, en août 1917, il considère que le démembrement des empires n'est pas souhaitable<sup>47</sup>. Dans son discours au Congrès du 4 décembre 1917, concernant la déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie<sup>48</sup>, il s'empresse de donner une assurance au gouvernement austro-hongrois contre un possible démembrement : « [w]e owe it, however, to ourselves to say that we do not wish in any way to impair or to rearrange the Austro-Hungarian Empire. It is no affair of ours what they do with their own life, either industrially or politically<sup>49</sup> ».

Par ailleurs, les quatorze points du 8 janvier 1918<sup>50</sup>, même s'ils sont souvent présentés comme l'archétype du droit à l'autodétermination des peuples composant l'Autriche-Hongrie, ne proposent ni un morcellement important de la monarchie danubienne et encore moins son démembrement. Le point 10, qui concerne spécifiquement l'Autriche-Hongrie, propose une autonomie aux peuples de l'Empire des Habsbourg<sup>51</sup>. Les experts du *Peace Inquiry Bureau*<sup>52</sup> considéraient que la disparition de l'Autriche-Hongrie serait néfaste tant d'un point de vue économique que stratégique. C'est véritablement après l'échec des négociations secrètes de paix entre les États-Unis et l'Autriche-Hongrie que Wilson accepte l'idée de soutenir les nationalités<sup>53</sup>.

Malgré tout, il ne faut pas surestimer l'événement du 2 avril 1918. Certes, il est un élément majeur dans la politique que les puissances victorieuses vont adopter à l'égard des nationalités de l'Autriche-Hongrie. L'exemple de l'attitude de Benès le démontre bien. Mais à mon avis, il faut inclure cet épisode dans un processus de moins en moins favorable au maintien de l'Autriche-Hongrie. Escudier, le 10 avril 1918, déclarait à la Chambre des députés au

46. Cité dans Victor S. MAMATEY, « The Establishment of the Republic », in Victor S. MAMATEY and Radomir LUZA, *A History of the Czechoslovak Republic 1918-1948*, Princeton, Princeton University Press, 1973, p. 20.

47. *Ibid.*

48. Mamatey précise que cette déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie visait particulièrement à assurer le maintien du moral des Italiens après la catastrophe de Caporetto. La déclaration de guerre sera effective le 7 décembre 1917.

49. Cité dans Victor S. MAMATEY, « The Establishment... », *op. cit.*, p. 20.

50. Sur cette question, David STEVENSON, *The First World War...*, *op. cit.*, pp. 183-198.

51. Le point 10 se lit comme suit : « Aux peuples d'Autriche-Hongrie, dont nous désirons voir la place sauvegardée et assurée parmi les nations, on devra donner plus largement l'occasion d'un développement autonome », cité dans Serge BERSTEIN, *Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1992, p. 69.

52. Comité d'experts formé en septembre 1917 pour étudier les problèmes de l'après-guerre et des principes qui devraient guider la politique étrangère américaine.

53. Victor S. MAMATEY, *The United States...*, *op. cit.*, pp. 252-261.

nom de Clemenceau : « [n]ous ne pouvons plus poursuivre deux politiques ; il faut choisir entre la négociation avec l'Autriche et l'émancipation des peuples<sup>54</sup> ».

Dans cette optique, le CNPT est reconnu par le gouvernement français le 29 juin 1918 comme « l'organe suprême des intérêts généraux et la première assise du gouvernement tchécoslovaque<sup>55</sup> » et ce, sous la pression de la Commission des Affaires extérieures de la Chambre<sup>56</sup>. Si le président de la Commission, Henri Franklin-Bouillon, est favorable aux nationalités, comme le montrent ses rapports cordiaux avec Jean Pélissier<sup>57</sup>, il est « avant tout [favorable] à la constitution d'États puissants pouvant aider la France à contrôler l'Allemagne, même au prix de quelques entorses au principe des Nationalités<sup>58</sup> ».

Les gouvernements du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Italie suivent la France respectivement le 9 août, le 3 septembre et le 3 octobre. Le 14 octobre, Benès proclame le CNPT comme gouvernement provisoire<sup>59</sup>. Ce dernier est reconnu immédiatement par l'Entente et les puissances associées et scelle presque définitivement la fin de l'Autriche-Hongrie<sup>60</sup>.

Toutefois, Benès a craint, non sans raison d'ailleurs<sup>61</sup>, que l'Entente ne revienne sur sa décision de reconnaître les nouveaux États et ne cherche à sauver l'Autriche-Hongrie, et que ses compatriotes fassent échouer la naissance de la Tchéco-Slovaquie, en acceptant le projet de fédéralisation proposé par le manifeste impérial du 18 octobre 1918.

Pourtant, si la prise de position de la France en faveur de la Tchéco-Slovaquie est indiscutable, il en va autrement dans le cas du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. À ce propos, Bariéty fait remarquer que « les gouvernements français [...] se sont souciés de la Serbie, certes, mais n'ont pas inscrit le « yougoslavisme » au nombre de leurs buts de guerre. À la différence de la question « Tchéco-Slovaque », [...] les « Yougo-Slaves » restent méconnus des politiques et de la presse ; Paris ne connaît que la Serbie<sup>62</sup> ». De plus, l'Italie était peu favorable aux mouvements nationaux, surtout des « yougosla-

54. Antoine MARES, « L'historiographie... », *op. cit.*, p. 60.

55. Bernard MICHEL, *La chute...*, *op. cit.*, p. 195.

56. Georges-Henri SOUTOU, « Jean Pélissier et l'Officie Central des Nationalités 1911-1918 : un agent du gouvernement français auprès des Nationalités », dans Georges-Henri SOUTOU (dir.), *Recherche sur la France et le problème des Nationalités pendant la Première Guerre mondiale*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, « Mondes contemporains », 1995, pp. 13-38.

57. Sur Pélissier, voir l'article de SOUTOU, *idem*.

58. *Ibidem*, p. 37.

59. Frantisek KOLAR, « Edouard Benès... », *op. cit.*, p. 14.

60. La déclaration américaine du 3 septembre incluait déjà cette reconnaissance du CNPT comme gouvernement belligérant apte à diriger les affaires politiques et militaires des Tchèques et Slovaques. Voir Victor S. MAMATEY, « The Establishment... », *op. cit.*, pp. 21-22.

61. Comme nous le verrons dans le point suivant.

62. Jacques BARIÉTY, « La France... », *op. cit.*, pp. 5-6.

ves<sup>63</sup> ». Ceci posera d'ailleurs problème en vue de la reconnaissance de ce nouvel État par la France en 1919<sup>64</sup>.

Ce sont les pays anglo-saxons<sup>65</sup>, et plus particulièrement les États-Unis qui vont favoriser la création de cet État. Ils seront les premiers à reconnaître le programme d'unification des Slaves du Sud comme but de guerre. Cette reconnaissance sera faite par l'entremise du secrétaire d'État Lansing, le 24 juin 1918, et par le président Wilson le 28 juin. Paradoxalement, ce dernier ne reconnaîtra pas le Comité yougoslave. Après la proclamation du Royaume, le 1<sup>er</sup> décembre 1918 par le Prince-Régent Alexandre, les États-Unis seront la première puissance victorieuse à reconnaître le nouvel État, le 7 février 1919. Suivront, par la suite, le Royaume-Uni (1<sup>er</sup> juin 1919) et la France (5 juin 1919)<sup>66</sup>.

La renaissance d'un État polonais est un cas assez différent dans l'émergence d'une nouvelle carte européenne à la fin de la guerre. En effet, ce fut une question débattue au sein des deux alliances à la différence de la Tchécoslovaquie et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes<sup>67</sup>.

Il est bon de remarquer que pour le Royaume-Uni, la question polonaise est déterminée, avant tout, par des considérations stratégiques. L'idée d'une Pologne indépendante n'a de sens que dans le but de nuire aux intérêts allemands dans la région. Autrement dit, le gouvernement britannique est favorable à toutes possibilités qui permettraient d'assurer aux forces de l'Entente des avantages stratégiques immédiats<sup>68</sup>.

De son côté, la France réfléchit, elle aussi, en termes stratégiques. Cependant, il est possible de considérer deux attitudes différentes : celle d'avant la Révolution de février et celle de l'après Révolution d'octobre en Russie. La période entre les deux « Révolutions » est transitoire. Elle permet d'explorer divers scénarios possibles pour la Pologne. Cependant, même durant cette période d'incertitude, c'est le maintien de l'alliance russe qui demeure la priorité pour le gouvernement français.

63. Fran ZWITTER, « La formation de l'État yougoslave », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, tome XVI, janvier-mars 1969, pp. 114-124 et Jacques BARIÉTY, « La France... », *op. cit.*

64. Jacques BARIÉTY, « La France... », *op. cit.*,

65. Seton-Watson et Wickham Steed appuyèrent le Comité yougoslave formé à Londres. Avec cet appui, le comité assura le développement d'une propagande favorable à la formation d'un État des Slaves du Sud, principalement au Royaume-Uni et aux États-Unis. Sur cette question, Leo VALLIANI, *The End...*, *op. cit.* ; Kenneth J. CALDER, *Britain...*, *op. cit.* ; Wilfried FEST, *Peace or Partition...*, *op. cit.* et Jacques BARIÉTY, « La France... », *op. cit.*

66. Il est intéressant de rappeler que pour la France, l'important est que ce nouvel État s'accorde avec l'Italie en raison du traité de Londres de 1915. Dans le rapport sur « l'État de la question yougo-slave », en date du 31 octobre 1918, il n'est pas fait mention d'une barrière anti-germanique.

67. Ghislain de CASTELBAJAC, « La France et la question polonaise (1914-1918) », dans Georges-Henri SOUTOU (dir.), *Recherche...*, *op. cit.*, pp. 41-104 ; Georges-Henri SOUTOU, *L'or et le sang...*, *op. cit.*, Kenneth J. CALDER, *Britain...*, *op. cit.* et Wilfried FEST, *Peace or Partition...*, *op. cit.*, pp. 144-146.

68. Kenneth J. CALDER, *Britain...*, *op. cit.*

La première période laisse la France sur la défensive en raison de son alliance de revers avec l'Empire russe. Même si elle tente d'internationaliser la question polonaise, le refus des Russes<sup>69</sup>, qui considèrent cette question comme une affaire interne, ne permet pas à la France de proposer ou de soutenir la renaissance d'un État polonais. La priorité absolue demeure la conservation de l'alliance franco-russe<sup>70</sup>.

La Révolution de février 1917 (au calendrier occidental, le 8 mars 1917), en Russie, amène la déclaration du Gouvernement Provisoire Russe (G.P.R.) le 29 mars 1917<sup>71</sup>, sur l'indépendance de la Pologne « dans le cadre d'une alliance russo-polonaise<sup>72</sup> ». La France<sup>73</sup> peut maintenant se servir de la Pologne pour ses intérêts stratégiques et politiques.

La France va d'ailleurs poser deux actions concrètes en faveur de la question polonaise. Premièrement, le décret du 4 juin 1917<sup>74</sup> met sur pied une armée polonaise sur le territoire français. Deuxièmement, la déclaration du G.P.R. permet au Quai d'Orsay de reconnaître la Pologne comme un État indépendant le 31 mars 1917. Toutefois, cette « nouvelle Pologne » n'a pas de représentation diplomatique. Afin de combler cette lacune, la France favorise la mise en place d'une instance politique. Le C.N.P. (Comité National Polonais ou Komitet Narodowy Polski) voit le jour le 15 août 1917. Il sera reconnu par le gouvernement français le 20 septembre 1917, suivi respectivement par les gouvernements britannique et américain, le 15 octobre 1917 et le 15 novembre 1917.

La Révolution d'Octobre 1917 conduit Lénine et le Parti bolchevik au pouvoir. Par sa demande de paix séparée, toute la diplomatie française est radicalement changée. Pour la Pologne c'est une situation inespérée. Pour la première fois depuis le début de la guerre, il y a une véritable concordance entre les intérêts polonais et les intérêts français.

Dans cette période confuse, le directeur politique du Quai d'Orsay, Pierre de Margerie, propose, dans un mémorandum, le 26 novembre 1917, la création d'un cordon sanitaire formé d'une grande Pologne, d'une grande Roumanie et de la Tchéco-Slovaquie, contre l'Allemagne :

[a]u point de vue politique, la Pologne reconstituée par l'action des Alliés doit former à l'Est de l'Europe le meilleur rempart contre le germanisme

69. La Russie fait partie des puissances co-partageantes de la Pologne avec l'Allemagne (Prusse) et l'Autriche-Hongrie (Empire d'Autriche).

70. Ghislain de CASTELBAJAC, « La France... », *op. cit.*

71. Plus précisément, c'est le 28 mars 1917 que le G.P.R. décide de former une « commission de liquidation des affaires du Royaume de Pologne chargée de gérer les biens publics polonais, de régler les rapports avec l'Église catholique et de traiter des affaires courantes ». Ghislain de CASTELBAJAC, « La France... », *op. cit.*, p. 63. Les Polonais de la Douma demandent alors l'indépendance de la Pologne qui est accordée par la déclaration du 29 mars 1917.

72. De plus, cette déclaration est une réponse à celle des Empires centraux du 5 novembre 1916.

73. La France craint la disparition de son alliance avec la Russie.

74. Il est signé le lendemain, 5 juin 1917, par le Président de la République, Poincaré.

et avec l'aide de la Roumanie agrandie, contre les tentatives d'expansion allemande et austro-hongroise vers l'Orient. Même si l'on envisage le maintien de l'alliance russe pendant et après la guerre, la Pologne avec accès à la mer constituera le meilleur barrage entre l'Allemagne organisée et organisatrice et la Russie affaiblie, défaillante et peut-être morcelée. Centre de culture occidentale, la Pologne sera le coin enfoncé entre la culture germanique et la culture slave, apte à se développer rapidement. Elle pourra être l'avant-garde de l'Occident contre l'Allemagne pour le développement de la Russie future.

Sa reconstitution, si elle peut se faire sur les bases posées par les Alliés, c'est-à-dire par la réunion des trois tronçons, sera le coup le plus dur qui pourra être porté à l'Allemagne par l'affaiblissement de la Prusse, centre du germanisme agressif. [...] Au point de vue politico-militaire et dans un ordre d'idée immédiat, la constitution d'un État polonais, publiquement énoncée par les Alliés, pourrait avoir des répercussions considérables. [...] Enfin, cette mesure aurait une portée considérable dans les pays slaves d'Autriche-Hongrie qui aspirent à l'indépendance. La Bohême, la Slovaquie et la Moravie du Nord se trouveraient encouragées dans des revendications que les Alliés pourraient également appuyer et qui permettraient d'envisager la constitution d'États nouveaux susceptibles de compléter du côté de l'Orient le rempart contre l'expansion germanique<sup>75</sup>.

Entre-temps, les Empires centraux signent le 9 février et le 3 mars 1918 à Brest-Litvosk des traités de paix avec l'Ukraine et la Russie bolchevique. Pour la France, la Russie est dès lors perçue comme une ennemie. Dans cette optique, la nouvelle politique française en Europe centrale et orientale doit permettre à la fois de contenir l'Allemagne et l'anarchie russe. La Pologne devient l'un des piliers de cette nouvelle politique de la France dans la région.

Dès le 4 mars 1918, la section Europe du Quai d'Orsay adresse au ministre des Affaires étrangères français, Stephen Pichon, ce mémorandum :

[e]n ce qui concerne les Alliés, leur point de vue n'a pas changé. Ils estiment que la restauration d'une Pologne pleinement indépendante, réunissant toutes les terres polonaises séparées par les partages opérés à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle et dans des conditions qui assurent son plein développement économique (ceci vise l'accès de la Pologne à la mer par un moyen à déterminer) doit être un des éléments primordiaux du futur équilibre européen, que la Pologne ainsi restaurée, touchant au Sud à la Roumanie, et il faut souhaiter, au Nord-Ouest et à l'Ouest [sic] au peuple tchèque également restauré dans son indépendance, constituera la barrière indispensable entre le germanisme et d'un côté les pays balkaniques et de l'autre les pays de l'Orient<sup>76</sup>.

75. Ghislain de CASTELBAJAC, « La France... », *op. cit.*, p. 87.

76. *Ibid.*, pp. 92-93.

Ce mémorandum montre bien que la France veut inclure, dans un plan global de sécurité, la Pologne<sup>77</sup>, la Roumanie et la future Tchéco-Slovaquie. Cet aspect était déjà mis en évidence dans le mémorandum de Margerie du 26 novembre 1917. La nouveauté est qu'en plus de contenir l'Allemagne, cette barrière concerne les « pays d'Orient », c'est-à-dire les républiques de l'ex-Empire russe. Plus précisément, il s'agit, selon de Castelbajac, d'éviter que l'Allemagne n'exerce une influence sur ces nationalités où elle serait perçue comme la puissance libératrice<sup>78</sup>.

À partir des deux mémorandums, c'est-à-dire celui de de Margerie en novembre 1917, et celui de la section Europe du Quai d'Orsay, en mars 1918, nous pouvons remarquer que le troisième pilier de ce rempart contre le germanisme sera la Roumanie. Comme l'Italie<sup>79</sup>, la Roumanie<sup>80</sup> va rester dans l'expectative et choisira jusque'en 1916, la voie de la neutralité.

Toutefois, les motivations roumaines à l'égard de la neutralité sont différentes des raisons italiennes. Il est d'ailleurs préférable de qualifier la position roumaine de « politique d'attentisme ». La Roumanie peut difficilement faire monter les enchères entre les protagonistes comme l'Italie. Ces objectifs concernent la Bukovine, le Banat et surtout, la Transylvanie. Ils ne peuvent être réalisés qu'en participant à la guerre aux côtés de l'Entente.

Selon Fejtő, c'est le Royaume-Uni<sup>81</sup> qui propose le détachement de la Roumanie des puissances centrales. Mais l'entreprise de séduction fut confiée aux Russes. Dès le 29 juillet 1914, la Russie fait savoir que la Transylvanie sera offerte à la Roumanie. À l'occasion du Conseil de la couronne du 3 août 1914, cette offre permet au chef du gouvernement roumain, Ion Brătianu, d'adopter,

77. Cette proposition serait suivie par un projet de déclaration commune des Alliés préparée par de Margerie et Pichon. Ce projet est soumis aux Alliés le 5 mars 1918. Suite à diverses complications, principalement en raison de divergences sur la question d'un accès à la mer pour la Pologne, la déclaration sur la création d'un État polonais n'aura lieu que le 3 juin 1918 alors que la France, l'Italie et le Royaume-Uni sont réunis à Versailles en Conseil suprême de guerre.

78. Ghislain de CASTELBAJAC, « La France... », *op. cit.*, p. 93.

79. Avant le conflit, l'Italie est l'alliée de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne dans la Triplice. Au début du conflit, elle choisit la neutralité en prétextant l'agression contre la Serbie. L'Italie négocia en parallèle avec l'Entente et l'Autriche-Hongrie pour faire monter les enchères. Par le traité secret de Londres du 26 avril 1915, elle décida d'entrer en guerre, dans un délai d'un mois, aux côtés de l'Entente. L'Italie n'entrera en guerre contre l'Allemagne que le 27 août 1916. Le traité de Londres « promettait à l'Italie la libération des terres irrédentes, lui faisait une bonne situation dans la Méditerranée orientale, en lui garantissant une partie de la côte orientale de l'Adriatique et la possession des îles ». François FEJTŐ, *Requiem...*, *op. cit.*, pp. 52 et 404 à 406.

80. La Roumanie a un roi de la famille des Hohenzollern. De plus, elle est alliée à la Triplice depuis 1883 et a reconduit le traité en 1913.

81. Le Royaume-Uni avait des visées dans la région des Balkans qui ne concordaient pas nécessairement avec celles de ses autres alliés, notamment la Russie. Il semble bien, aux dires de Fejtő, qu'il existait une entente secrète entre la Roumanie et le Royaume-Uni concernant les Dardanelles et Constantinople à l'insu des Russes. Voir François FEJTŐ, *Requiem...*, *op. cit.*, p. 58.

contre l'avis du Roi Carol 1<sup>er</sup>, la neutralité roumaine<sup>82</sup>. De plus, une entente secrète entre la Russie et la Roumanie est conclue le 26 septembre et signée le 1<sup>er</sup> octobre 1914. En échange d'une neutralité bienveillante, les Russes promettent les territoires austro-hongrois revendiqués.

Dès août 1914, l'un des objectifs des Britanniques était d'encercler l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne grâce à des alliances, plus précisément par une ligue balkanique composée de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Grèce. La fonction principale de cette ligue serait d'aider la Serbie à faire face à l'agression austro-hongroise<sup>83</sup>. De plus, les autorités britanniques espéraient que la participation de l'Italie à la guerre du côté de l'Entente servirait de catalyseur pour les États de la région des Balkans, particulièrement pour la Roumanie.

Jusqu'à l'entrée en guerre de la Roumanie, Bratianu va jouer sur les deux tableaux<sup>84</sup>. L'ambassadeur russe déclare même: « [l]a Roumanie cherche à gagner le plus possible, sur les sacrifices des autres, et d'en supporter le moins possible elle-même<sup>85</sup> ». Outre le fait que les hommes politiques roumains sont divisés sur l'attitude à adopter, ils sont méfiants envers la Russie<sup>86</sup>. Ces propos de Georges Diamandi, l'émissaire de Bratianu auprès du Président français Poincaré, l'illustrent bien: « [l]a Roumanie souhaite la victoire de la France mais la défaite de la Russie<sup>87</sup> ».

Au printemps 1915, Bratianu déclare que la Roumanie est prête à choisir le camp de l'Entente en échange des territoires suivants: la Transylvanie (objectif principal de la guerre), la Bukovine et le Banat. Les négociations, menées par les Russes, achoppent en raison du fait que les demandes sont considérées comme exagérées<sup>88</sup>, qu'elles soulèvent des rivalités avec les Serbes à propos du Banat<sup>89</sup> et enfin, qu'elles priveraient les Russes d'une frontière stratégique en Bukovine<sup>90</sup>. En raison d'une situation militaire qui se détériore en Pologne et sous la pression des Français et des Britanniques, les Russes acceptent les demandes roumaines<sup>91</sup>. Les puissances de l'Entente vont même plus loin, elles reconnaissent que la situation militaire doit être améliorée avant l'intervention roumaine<sup>92</sup>.

82. Voir aussi l'extrait du discours du Roi dans François FEJTO, *Requiem...*, *op. cit.*, pp. 56-57.

83. Wilfried FEST, *Peace or Partition...*, *op. cit.*, p. 33.

84. La mort du Roi Carol 1<sup>er</sup> permet l'arrivée de Ferdinand 1<sup>er</sup> qui assure Bratianu de toute sa confiance dans la politique adoptée.

85. François FEJTO, *Requiem...*, *op. cit.*, p. 57.

86. Particulièrement en raison de l'annexion, en 1878, de la Bessarabie du Sud.

87. François FEJTO, *Requiem...*, *op. cit.*, p. 57.

88. Elles doublent la superficie de la Roumanie.

89. Bernard LORY, « La rivalité yougoslavo-roumaine autour du Banat (1914-1918) », dans Georges CASTELLAN (dir.), *Les nationalités de l'Autriche-Hongrie et la paix de 1918-1919*, Paris, Institut autrichien de Paris, 1990, pp. 75-84.

90. David STEVENSON, *The First World War...*, *op. cit.*, pp. 62-63.

91. Kenneth J. CALDER, *Britain...*, *op. cit.*, p. 40 et David STEVENSON, *The First World War...*, *op. cit.*, p. 63.

92. Wilfried FEST, *Peace or Partition...*, *op. cit.*, p. 36 et David STEVENSON, *op. cit.*, p. 63.

À la fin d'octobre 1915, Bratianu précise à l'Entente les quatre conditions<sup>93</sup> pour une intervention de son pays dans le conflit :

1. un approvisionnement en armes et en munitions ;
2. le maintien des Alliés dans les Dardanelles ;
3. une offensive des Alliés contres les Bulgares ;
4. une offensive générale de la Russie, de la Baltique à la Bukovine.

L'offensive de juin 1916 du général russe Broussilov met un terme à la politique d'attentisme. Deux raisons principales expliquent l'entrée en guerre de la Roumanie : elle est impressionnée par l'offensive Broussilov et les pressions deviennent de plus en plus importantes du côté de l'Entente. Le général Joffre affirme même : « [l]a Roumanie doit prendre parti maintenant ou jamais<sup>94</sup> ». Le 17 août 1916, la Roumanie signe une convention politique<sup>95</sup> assortie d'une convention militaire avec les Alliés où elle s'engage à entrer en guerre contre l'Autriche-Hongrie le 27 août. Les promesses territoriales de l'Entente sont donc l'annexion de la Transylvanie, de la Bukovine et du Banat sans condition à l'issue du conflit. Après quelques succès initiaux, l'armée roumaine subit une série de défaites en septembre et en octobre 1916.

L'année 1917 est marquée par une toute nouvelle conjoncture qui amène la Roumanie à quitter la guerre. Premièrement, il y a les Révolutions russes de février et d'octobre. Suite à la Révolution de février, la Russie n'est plus en mesure de garantir véritablement ses obligations contractées à l'égard de ses alliés et surtout, les dirigeants qui prennent le pouvoir, à la suite de la Révolution d'octobre, dénoncent les traités passés par le régime tsariste. Pis encore, la Révolution russe menace la stabilité de l'État roumain en raison des appels à la paix et des promesses de remises de terres aux paysans<sup>96</sup>.

Le second aspect de cette nouvelle conjoncture est l'entrée en guerre, en avril 1917, des États-Unis<sup>97</sup>. Dans la note du 28 novembre 1917 concernant l'avenir de l'Autriche-Hongrie, le gouvernement américain ne reconnaît, pour la Roumanie, que la garantie de son indépendance et de son intégrité territoriale<sup>98</sup>. Aucun mot sur le but de guerre essentiel qu'est la réunion de la

93. Guy PEDRONCINI, *Les négociations secrètes pendant la grande guerre*, Paris, Flammarion, 1969, p. 45.

94. *Ibid.*, p. 46.

95. La convention politique prévoyait dans son article 6 que la Roumanie avait les mêmes droits que les Alliés pour les préliminaires et les négociations de paix. Ce point, selon Catherine Durandin, était très important parce qu'il conférait à la Roumanie « un statut de puissance, statut que les Russes avaient nié en 1878 ». Voir Catherine DURANDIN, *Histoire de la Roumanie*, Paris, Fayard, 1995, p. 225.

96. *Ibid.*, pp. 226-227.

97. La déclaration de guerre d'avril 1917 ne visait que l'Allemagne.

98. Catherine DURANDIN, *Histoire...*, *op. cit.*, p. 227.

Transylvanie au Vieux Royaume. Cette note est confirmée par le discours au Congrès le 4 décembre 1917 et par les 14 points de janvier 1918 qui proposent seulement une autonomie des peuples de la monarchie danubienne.

Ce contexte diplomatique pousse les dirigeants roumains à demander l'armistice qui sera signée le 9 décembre 1917 à Focsani. La conclusion d'une paix séparée avec les Empires centraux sera chose faite le 7 mai 1918 par le traité de Bucarest. Cette situation rend caduc le traité d'août 1916 et le traité est ratifié par la Chambre le 28 juin. Néanmoins, le Roi Ferdinand 1<sup>er</sup> refuse de signer.

Par ailleurs, des émissaires de Bratianu, qui, comme chef du gouvernement, a démissionné le 8 janvier 1918 en faveur du germanophile Marghiloman, expliquent, dans les pays de l'Entente et des États associés, que cette paix n'est qu'une pause dans l'attente de la reprise des combats. Ce traité<sup>99</sup> et les autres traités signés par les Empires centraux avec l'Ukraine et la Russie bolchevique, à Brest-Litovsk, voient une modification sensible de la position diplomatique des États-Unis.

Le 27 septembre 1918, dans un discours à New York, Wilson « affirma qu'il n'y avait pas de compromis de paix possible avec les gouvernements des Puissances centrales; on les avait vus à l'œuvre à Brest-Litovsk et à Bucarest<sup>100</sup> ». Il s'ensuit un amendement au point 10 des principes de janvier, c'est-à-dire des 14 points de Wilson, le 19 octobre. Le point 10 reconnaît maintenant le droit à l'autodétermination des nationalités de l'Empire<sup>101</sup>. Le 5 novembre, le secrétaire d'État américain, Robert Lansing, adresse au nom du président Wilson, une note au gouvernement roumain à Iassi<sup>102</sup> qui souscrit au principe de l'unité nationale roumaine: « [le Président Wilson] sympathise avec l'idée de l'unité nationale des Roumains actuellement dispersés. Les États-Unis ne manqueront pas d'exercer, en temps opportun, leur influence afin que le peuple roumain puisse satisfaire ses justes prétentions politiques et territoriales<sup>103</sup> ». L'évolution de la politique américaine à l'égard de l'Autriche-

99. L'étude de Georges-Henri Soutou sur les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale montre bien que le traité de Bucarest est une exception même si « [d]'une certaine façon, ce traité correspond assez bien à l'idée que les Alliés se faisaient à l'époque, et nombre d'historiens de nos jours, de la politique du Reich ». Il est une exception par son côté dirigiste et autarcique. Il visait surtout à pallier, en partie du moins, à un problème particulier du Reich: son approvisionnement pétrolier. Pour l'après-guerre, l'objectif était de moins dépendre des Alliés à ce sujet. Notons qu'avant le conflit, 75 % de son approvisionnement pétrolier venait des États-Unis. « Le *Mitteleuropa* comme les traités à l'est doivent, sur le plan économique et indépendamment de leur signification politique et stratégique, avant tout persuader les Alliés de l'impossibilité d'exclure durablement le Reich de cette économie mondiale ». Georges-Henri SOUTOU, *L'or et le sang...*, op. cit., pp. 683-684.

100. Georges-Henri SOUTOU, *L'or et le sang...*, op. cit., p. 746.

101. Catherine DURANDIN, *Histoire...*, op. cit., pp. 228-229.

102. Iassi est une ville située en Moldavie qui était, depuis les défaites roumaines de 1916, le siège du gouvernement et de la famille royale.

103. Jean NOUZILLE, « La Transylvanie. Terre de contacts et de conflits », *Revue d'Europe Centrale*, n° spécial, 1993, p. 217.

Hongrie détermine le sort de la « Grande Roumanie », c'est-à-dire l'union de tous les Roumains au Vieux Royaume moldo-valaque. Elle convainc la Roumanie de reprendre les hostilités le 10 novembre 1918.

Pourtant, si à la fin de la guerre, les principaux États-successeurs de l'Autriche-Hongrie se mettent en place, il est possible de remarquer une hésitation au sein des Alliés et particulièrement chez le gouvernement français face à cette nouvelle configuration danubienne. Une alternative politique en faveur d'une Autriche-Hongrie rénovée se développe en parallèle.

## **II – Les discussions Armand/Revertera et la tentative de sauvetage de la monarchie danubienne des Habsbourg : équilibre...**

Depuis quelques années, la question des négociations secrètes de paix est un élément de la Grande Guerre qui est passé à l'avant-scène<sup>104</sup>. Une riche historiographie<sup>105</sup> tente de démystifier et de mieux comprendre tous les chassés-croisés, plus particulièrement ceux de 1917, en vue de mettre un terme à la guerre.

À partir de l'étude de la question des tentatives de paix, il est possible de constater l'existence d'une alternative politique au nouvel aménagement régional en Europe danubienne basé sur les États-successeurs de l'Autriche-Hongrie. Cette autre orientation politique favorisait une Autriche-Hongrie renouvelée. Les discussions Armand/Revertera en sont un exemple frappant<sup>106</sup>.

Jusqu'à présent, les contacts entre le comte Abel Armand, capitaine au 2<sup>e</sup> Bureau de l'état-major français et le comte Nikolaus Revertera, diplomate austro-hongrois, étaient considérés comme secondaires en raison de l'échec de la médiation de Sixte de Bourbon-Parme, beau-frère de l'Empereur-Roi Charles. Pourtant, les autorités du Reich ont pris très au sérieux une possible paix séparée de l'Autriche-Hongrie comme le signale la note de Kuhlmann<sup>107</sup> le

104. Jean BÉRENGER, *Histoire de l'Empire...*, *op. cit.*

105. À titre indicatif : *Guerres mondiales et conflits contemporains*, « Dossier : en 1917, une paix avec l'Autriche-Hongrie ? », n° 170, 1993, pp. 3-146 ; Annie LACROIX-RIZ, « Le Vatican et les buts de guerre germaniques de 1914 à 1918 : le rêve d'une Europe allemande », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, tome 42, n° 4, octobre-décembre 1995, pp. 517-555 ; Alexandre RÉVIAKINE, « Les négociations secrètes de 1917 entre la France et l'Autriche-Hongrie : agrandissements territoriaux contre paix séparée », dans Christian BAECHLER et Carole FRANK (dir.), *L'établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales*, Bern, Berlin, Frankfurt/Main, New York, Paris, Wien, Peter Lang, 1996 ; Francis LATOUR, *La Papauté et les problèmes de la paix pendant la Première Guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan, « Chemins de la mémoire », 1996 ; François FEJTŐ, *Requiem...*, *op. cit.* et Jean BÉRENGER, *Histoire de l'Empire...*, *op. cit.*

106. Les négociations secrètes avec l'Autriche-Hongrie ne sont pas l'apanage exclusif de la France. Le Royaume-Uni par les rencontres Smuts/ Mensdorff et Kerr/Skrzynski et les États-Unis par les contacts entre Herron et Lammasch et ceux de l'Empereur-Roi Charles avec le président Wilson par l'entremise du Roi d'Espagne Alphonse XIII, avaient des objectifs comparables.

107. Richard von Kuhlmann était ministre des Affaires étrangères du Reich.

3 septembre 1917<sup>108</sup>. Cette dernière souligne le danger, pour l'Allemagne, des discussions Armand/Revertera.

Ces discussions font suite à une première tentative de pourparlers avec Vienne de Painlevé en mars 1917<sup>109</sup>, par l'intermédiaire de Sophie Clemenceau et de Berthe Zuckerkandl<sup>110</sup>. Paul Painlevé est l'un des dirigeants français qui, en 1917<sup>111</sup>, est des plus pessimistes face à la possibilité d'une victoire totale sur les Empires centraux. Par l'entremise des discussions Armand/Revertera, Paul Painlevé cherche donc :

1. ou bien une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie, ce qui placerait la France dans une position plus confortable pour vaincre l'Allemagne ;
2. ou bien la préparation, par des négociations secrètes, d'une négociation générale de paix dans les meilleures conditions possibles pour la France.

Dans un premier temps, l'état-major français et le général Foch (qui ne connaissent pas les négociations de Sixte), considèrent que l'Autriche-Hongrie est le maillon faible des Empires centraux et qu'il serait intéressant de connaître ses intentions. Le comte Armand est choisi par l'état-major de l'armée française comme émissaire. Le 14 juillet 1917, Revertera, diplomate austro-hongrois, reçoit de Czernin le feu vert pour prendre contact avec l'émissaire français.

De plus, Painlevé est, à la même époque, confronté à trois projets<sup>112</sup>. Le premier projet vient de l'état-major le 12 juillet. Il demande un morcellement de l'Allemagne, c'est-à-dire l'annexion ou l'établissement d'un protectorat sur la Rhénanie, sinon le rattachement de la Sarre et du Palatinat à la France<sup>113</sup>. Le second projet, également du 12 juillet, vient de la note intitulée « *Études sur les conditions d'une paix française* » du commandant Herscher, sous-chef de cabinet de Painlevé. Cette note préconise la préservation de l'équilibre européen en ménageant l'Allemagne et en assurant un contrepoids à celle-ci par une Autriche-Hongrie rénovée<sup>114</sup>.

108. Georges-Henri SOUTOU, « La France et les Marches de l'Est 1914-1918 », *Revue historique*, n° 528, octobre-décembre 1978, pp. 341-388 ; Guy PEDRONCINI, « La France et les négociations secrètes de paix en 1917 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 170, 1993, pp. 131-140 et David STEVENSON, « The Failure... », *op. cit.*

109. Avant que ce dernier devienne ministre de la Guerre dans le gouvernement Ribot.

110. Ces deux femmes sont les filles de Maurice Szeps, journaliste viennois et ami de l'archiduc-héritier Rodolphe, fils unique de François-Joseph et d'Élisabeth. De plus, Sophie est mariée à Paul Clemenceau, le frère du Tigre.

111. À titre indicatif, rappelons qu'en avril 1917, c'est l'échec de l'offensive Nivelle et ce sont les mutineries dans l'armée française. De même, il y a une crise du commandement français. Enfin, la Révolution de février en Russie rend possible un retrait russe de la guerre ce qui risque de menacer la stabilité du front Ouest ; et aussi, le déploiement des forces américaines est plus lent que prévu.

112. Guy PEDRONCINI, « La France et les négociations secrètes... », *op. cit.*

113. Georges-Henri SOUTOU, « La France ... », *op. cit.*

114. Georges-Henri SOUTOU, *L'or et le sang*, *op. cit.*

Enfin, il y a le rapport du 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major français, qui « était persuadé qu'il était, à la fois, possible et souhaitable de détacher l'Autriche de l'Allemagne<sup>115</sup> ». La grande conclusion de ce rapport était qu'une Autriche-Hongrie transformée en véritable confédération danubienne, à direction habsbourgeoise, serait un facteur d'équilibre européen tandis que l'éclatement de la monarchie danubienne ne favoriserait que l'Allemagne<sup>116</sup>.

Painlevé<sup>117</sup>, devenu ministre de la Guerre et, par la suite, président du Conseil, partage les conclusions du rapport du 2<sup>e</sup> bureau et celles de Herscher. Il reprend les discussions avec les autorités austro-hongroises. Ribot, alors président du Conseil (le 4 août), et Lloyds George (informé par Ribot le 5 août) autorisent les discussions Armand/Revertera.

Les grandes lignes des discussions Armand/Revertera en août 1917 indiquent que l'Entente offre des avantages territoriaux importants à l'Autriche-Hongrie : la Pologne de 1772, le royaume de Bavière et la Silésie cédée à Frédéric II<sup>118</sup>. L'Entente lui propose même une assistance en cas d'invasion par l'Allemagne<sup>119</sup>. Il y a, de plus, une esquisse d'un plan général de paix qui voit le jour et qui montre un troc important de territoire. On évoqua même une possible rencontre entre Painlevé et Czernin en Suisse. Malheureusement, Vienne, en informant Berlin des tractations en cours mais en refusant sa participation, a vivement inquiété son allié. Czernin, après sa visite à Berlin les 5 et 6 septembre, renonce à rencontrer Painlevé : c'est cet événement qui fit véritablement échouer les négociations Armand/Revertera<sup>120</sup>.

Deux aspects ressortent de l'analyse des discussions Armand/Revertera. Tout d'abord, il y a l'hypothèse développée par Pedroncini<sup>121</sup> et qui semble se confirmer : les discussions Armand/Revertera auraient été pour la France et pour l'Autriche-Hongrie, une contre-assurance. C'est-à-dire qu'il y avait à ce moment des risques, à la fois pour la France et pour l'Autriche-Hongrie, de se retrouver isolées face à des ententes défavorables conclues par leurs alliés respectifs. Par exemple, un accord entre l'Allemagne et le Royaume-Uni, sur la Belgique, aurait isolé la France sur la question de l'Alsace-Lorraine. De même, un arrangement entre le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne aurait été en

115. François FEJTŐ, *Requiem...*, *op. cit.*, p. 251.

116. François FEJTŐ, *Requiem...*, *op. cit.* et Georges-Henri SOUTOU, *L'or et le sang...*, *op. cit.*

117. Soulignons que Painlevé est, avant la guerre, l'une des personnalités les plus favorables aux nationalités. Il sera le président de l'Office Central des Nationalités; voir à ce propos Georges-Henri SOUTOU, « Jean Pélessier... », *op. cit.*

118. Alexandre RÉVIAKINE, « Les négociations... », *op. cit.* et Guy PEDRONCINI, « La France et les négociations... », *op. cit.*

119. L'Allemagne était prête à agir militairement contre l'Autriche-Hongrie en cas de divergence fondamentale sur une politique de paix trop autonome ou sur la question de la Pologne. Voir Martin VOGT, « L'Allemagne et les négociations de paix en 1917. Réflexions sous la forme d'esquisse sur un sujet qui a failli tomber dans l'oubli », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 170, 1993, pp. 78-104.

120. Georges-Henri SOUTOU, « La France... », *op. cit.* et Guy PEDRONCINI, « La France et les négociations... », *op. cit.*

121. Guy PEDRONCINI, « La France et les négociations... », *op. cit.*

défaveur de l'Autriche-Hongrie. Dans ces conditions, « la France pourrait soutenir les positions autrichiennes et l'Autriche les positions françaises<sup>122</sup> ».

Deuxièmement, la France semble vouloir revoir sa politique d'alliance à l'est de l'Europe. Dans l'offre territoriale du 7 août 1917, l'Allemagne est certes perdante, mais les Comités nationaux des peuples d'Autriche-Hongrie, la renaissance de la Pologne comme État souverain et la Russie<sup>123</sup>, font aussi les frais de l'offre généreuse de la France. Pour bien saisir cette proposition du gouvernement français, à l'été 1917, il faut dépasser le cadre même des discussions Armand/Revertera. L'avantage immédiat d'une paix séparée avec l'Empire d'Autriche-Hongrie vient de la nécessité de briser la Duplice de 1879 pour affaiblir et isoler l'Allemagne<sup>124</sup>. De même, la note de l'état-major du 23 juillet 1917 soulignait qu'un nouveau système de relations internationales en Europe centrale et orientale devrait être mis en place après la guerre. Ce nouveau système serait basé sur la transformation de l'Autriche-Hongrie en une fédération des États-Unis d'Europe centrale favorable à la France : « Il faut oublier les notions anciennes et se représenter toute cette région danubienne, balkanique et même russe, comme une mosaïque de petits et de moyens États, qui pourront, selon leurs affinités, leurs intérêts et les circonstances s'agréger en des combinaisons variables (...). Aussi, une barrière solide serait opposée à l'expansion de l'Allemagne vers le Sud-Est (...). L'Europe Centrale serait organisée non plus dans le sens Nord-Sud et au profit de l'Allemagne, mais dans le sens Est-Ouest et à l'avantage des Alliés<sup>125</sup> ». Encore une fois, cette politique est tributaire des événements politiques et sociaux qui transforment peu à peu la Russie<sup>126</sup>.

Lorsque Clemenceau remplace Painlevé comme président du Conseil, le 16 novembre 1917, il décide de poursuivre les discussions<sup>127</sup>. Elles seront un échec en raison de la situation militaire plus favorable à cette époque aux Empires centraux. Fejtő note justement que « [d]epuis août 1917, les événements de Russie et d'Italie (Caporetto) semblaient avoir détruit les velléités de concessions. Tout se passait comme si, dès lors, le « réalisme » de Czernin, sa confiance dans la supériorité des Allemands avaient fait sinon revenir Charles sur sa volonté de paix – même de paix séparée – du moins réussi à le gagner à un certain attentisme<sup>128</sup> ».

Dans ce contexte, quelle avait été la perception de Clemenceau face à l'Autriche-Hongrie ? Pour plusieurs auteurs<sup>129</sup>, il est l'archétype du responsa-

122. *Ibid.*, p. 136.

123. Il ne faut pas oublier que le gouvernement Kerensky est l'allié de la France.

124. L'état-major, par l'intermédiaire du 2<sup>e</sup> Bureau, avait beaucoup insisté sur cet élément comme le souligne les notes du 7 mars, 16 avril et 23 juillet 1917.

125. Cité dans Alexandre RÉVIAKINE, « Les négociations ... », *op. cit.*, p. 310.

126. *Ibid.*, p. 311.

127. Clemenceau est informé par le général Alby le 18 novembre 1917. Sa réponse est la suivante : « écouter, ne rien dire », Bernard MICHEL, *La chute...*, *op. cit.*, p. 170.

128. François FEJTŐ, *Requiem...*, *op. cit.*, p. 265.

129. Voir Jean CHARUE, « Les slavistes français ... », *op. cit.* et François FEJTŐ, *Requiem...*, *op. cit.*

ble de la disparition de l'Empire séculaire. Pourtant, jusqu'à la guerre, Clemenceau n'est pas contre l'Autriche-Hongrie<sup>130</sup>. Lors de sa rencontre avec l'Archiduc-Héritier Rodolphe, dans la nuit du 22 au 23 décembre 1886, il exprime l'idée que l'Autriche est nécessaire à la France comme contrepoids à l'Allemagne. De plus, il partage un point de vue identique à celui de Rodolphe sur une alliance entre la France, le Royaume-Uni et l'Autriche-Hongrie. C'est pendant la guerre qu'il va évoluer dans sa position face à l'Autriche-Hongrie. Le 20 avril 1918, il rencontre Benès et affirme, avec quelques réserves, que la question de la Tchéco-Slovaquie est pour lui réglée dans le sens prescrit par Benès. N'oublions pas que nous sommes aussi dans la controverse Czernin/Clemenceau.

En ce qui concerne l'affaire Dutasta<sup>131</sup>, elle débute à la fin de septembre 1918 quand le sort de l'Autriche-Hongrie semble scellé avec l'effondrement du front bulgare. Il s'agit de conversations officieuses, favorisées par les austrophiles français de conviction, sous l'égide du nouvel ambassadeur français<sup>132</sup> à Berne et des diplomates austro-hongrois. De plus, il y a aussi les austrophiles tactiques<sup>133</sup> qui cherchent, par peur que les Autrichiens allemands et peut-être les Bohêmes allemands des Sudètes, n'aillent s'agréger à une « Allemagne insuffisamment battue<sup>134</sup> ». Ces deux groupes veulent « sauvegarder la dynastie des Habsbourg comme unificatrice des peuples du bassin danubien<sup>135</sup> ».

Les dirigeants français semblent vouloir revenir sur la politique favorable à la création d'une barrière d'États tournés contre l'Allemagne sur les ruines de la monarchie danubienne comme le montre ce télégramme de l'ambassadeur français Jusserand à Pichon du 15 octobre 1918 : « [j]'ai signalé une fois de plus le danger du faible barrage que constituait contre l'expansion allemande vers l'Est l'inévitable multiplicité de petites nations nouvellement constituées. Il m'a paru que le secrétaire d'Etat eût préféré comme barrage une Autriche anti-allemande, mais malgré ... il dit qu'il n'en saurait plus être question...<sup>136</sup> ».

Sans retracer le cheminement de ces démarches, l'affaire Dutasta représente les dernières conversations politiques avant l'effondrement de la Double-Monarchie. L'important à retenir c'est que les milieux diplomatiques français étaient plus réticents à la fin de la guerre sur le principe des nationalités, sur la viabilité des nouveaux États et sur le danger d'Anschluss de l'Autriche alle-

130. Jean-Baptiste DUROSELLE, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988, pp. 809-816.

131. Nom que Laroche donne aux conversations en raison de l'importance de l'action de Dutasta.

132. Selon Laroche, les conversations officieuses semblent venir du gouvernement français, lui-même poussé par des austrophiles de conviction qui veulent que le sort de la monarchie soit séparé de celui de l'Allemagne.

133. Ils ont été à un moment ou l'autre durant la guerre favorable aux nationalités.

134. Louis-Pierre LAROCHE, « L'affaire Dutasta : les dernières conversations diplomatiques pour sauver l'empire des Habsbourg », *Revue d'Histoire Diplomatique*, n° 1, 1994, pp. 51-76.

135. *Ibid.*, p. 52.

136. *Ibid.*, p. 55.

mande à l'Allemagne<sup>137</sup>. Il est à remarquer que des responsables austro-hongrois comme le comte Skrzynski, conseiller d'ambassade austro-hongrois à Berne, sont conscients que seuls les Alliés peuvent encore sauver la monarchie habsbourgeoise du désastre<sup>138</sup>. Malgré tout, comme le souligne Jusserand à Washington, le 31 octobre 1918 : « [n]otre rejet des ouvertures autrichiennes, la reconnaissance de l'indépendance des Tchèques par nous et après nos pressantes démarches par les Américains ne permet [sic] plus de considérer autre chose qu'un démembrement de l'Autriche<sup>139</sup> ».

## Conclusion

Au terme de cette étude, il est possible de constater que la Première Guerre mondiale devient un accélérateur de la politique française face à la monarchie habsbourgeoise. Deux politiques se développent : un possible réaménagement de la monarchie ou l'appui aux nationalités. Elles montrent à quel point les événements viennent bousculer les certitudes acquises dans le système international. Pis encore, ce sont les régimes politiques qui se trouvent eux-mêmes remis en question<sup>140</sup>. Dans ces circonstances, le fait que l'Autriche-Hongrie vacille à la toute fin de la guerre, s'explique bien au-delà des thèses de la dissolution et de la destruction. Loin d'être antinomiques, celles-ci sont plutôt complémentaires : elles décrivent, à leur manière, les bouleversements qui ont lieu dans cette vieille Europe déchirée par un conflit sanglant et *a priori*, l'Autriche-Hongrie.

Comme j'ai tenté de le démontrer, à travers la politique française, les éléments internes et externes s'entremêlent et s'influencent réciproquement. Dès lors, les jugements portés *ex post* sur l'inévitable dislocation de la monarchie danubienne doivent être fortement nuancés. La valse-hésitation de la France face à l'Autriche-Hongrie démontre ce point de vue. De même, la mise en avant-plan des seules décisions de l'Entente et des puissances associées non favorables au maintien de l'Autriche-Hongrie n'explique pas entièrement la fin de l'État dualiste. Tant les discussions Armand/Revertera que l'affaire Dutasta obligent à des réserves importantes.

Par ailleurs, d'autres éléments qui n'ont pas été abordés dans le cadre de cet article et qui mériteraient une étude approfondie militent aussi en faveur d'un dépassement de cette dichotomie trop rigide entre les deux conceptions. À titre indicatif je souligne simplement : la Déclaration de Londres du 5 septembre 1914 sur le refus par l'Entente de conclure une paix séparée dans le cadre du conflit, la transformation d'un conflit classique de la seconde moitié

137. *Ibid.*, p. 66.

138. Télégramme qu'il fait parvenir le 24 octobre 1918 à Vienne. À cet égard, un autre représentant austro-hongrois fait les mêmes remarques, le comte Mensdorff, le 25 octobre. Le 26 octobre, c'est la dénonciation de l'alliance avec le Reich par l'Empereur-Roi Charles.

139. Louis-Pierre LAROCHE, « L'affaire Dutasta... », *op. cit.*, pp. 56-57.

140. Jean-Jacques BECKER, « Autant en emporte la guerre : les régimes politiques à l'épreuve », *Vingtième siècle*, n° 3, 1984, pp. 77-90.

du XIX<sup>e</sup> siècle en une guerre de nature idéologique, la tension entre le compromis bismarckien et la modernité, etc.

Malgré tout, il est possible de dégager quelques tendances lourdes qui supportent les deux options de la *realpolitik* française. Tout d'abord, on constate l'impossibilité d'un retour à un authentique *statu quo ante* tant au niveau politique, économique ou militaire. La seconde tendance concerne la réduction de la puissance allemande, soit à travers son encerclement par une barrière anti-germanique d'États, entre autres, sur les ruines de l'Autriche-Hongrie ou bien par le détachement de cette dernière de la Duplice de 1879 en fonction de la recomposition d'un nouvel équilibre européen en faveur de la France. Troisièmement, la situation militaire et stratégique influence au premier chef la politique choisie. Enfin, le dernier point s'impose de lui-même. La disparition de l'Empire tsariste oblige la France à réagir et à concevoir une alternative politico-stratégique à sa traditionnelle alliance de revers. Il devient donc nécessaire de conjurer autrement le spectre de la puissance allemande et celui naissant de la révolution bolchevique.